

Ces dernières années, les politiques agricoles ont mené à une croissance excessive de la production agricole dans les pays développés. La production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et une chute brutale des cours internationaux des produits agricoles. Bien qu'au cours des derniers mois, les stocks aient été réduits quelque peu et que les prix de certains produits se soient légèrement redressés, la nécessité d'une réforme qui porte sur les causes profondes du problème demeure pressante.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière se détériorer. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole a modifié considérablement la trésorerie des pays concernés.

La communauté internationale a reconnu que les problèmes du commerce des produits agricoles ne seront pas résolus tant que leur cause fondamentale — les mesures nationales qui accordent une protection et un soutien excessif — ne sera pas traitée. L'OCDE a déterminé que le soutien gouvernemental à l'agriculture a plus que doublé entre les années 1980 et 1986 pour dépasser les 300 milliards \$.

La situation a été aggravée au cours des dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la Communauté européenne (CE) enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes en moins d'une décennie. La CE a eu recours à des subventions à l'exportation pour se défaire de ses surplus, ce qui a touché tous les exportateurs traditionnels et a amené les États-Unis à réagir en instituant leurs propres subventions à l'exportation, à l'aide du Programme de valorisation des exportations. Cette concurrence des subventions à l'exportation a eu pour effet de ramener les cours mondiaux à des niveaux bien inférieurs aux prix pratiqués sur le marché américain. Bien que des décisions prises récemment par la CE soient censées restreindre les dépenses de soutien à l'agriculture, l'incidence de ces mesures sur la production et le commerce ne sera probablement pas considérable, de l'avis du Canada.

C'est le Premier ministre Mulroney qui a porté l'agriculture pour la première fois à l'ordre du jour des Sommets, à Tokyo en 1986. Les leaders ont alors pris note avec inquiétude de l'excédent de la production agricole, dû en grande partie aux politiques nationales de subventions et de protection. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de mesures visant à réorienter les politiques et à réglementer la production agricole en fonction de la demande mondiale réelle.